

Cahier de recherche MADA Québec

Vieillesse active, lien social et milieux ruraux : Regard du travail social sur des initiatives estriennes en développement des communautés



Synthèse basée sur l'essai de Katy Dupont, MSS, 2015

Résumé par Fanny Larocque-Tourangeau, étudiante à la maîtrise en travail social et auxiliaire de recherche au Centre de recherche sur le vieillissement (CdRV) du CIUSSS de l'Estrie-CHUS

Supervision et correction par :

Suzanne Garon, Professeure-Chercheuse, École de travail social de l'Université de Sherbrooke et Centre de recherche sur le vieillissement (CdRV) du CIUSSS de l'Estrie-CHUS

Anne Veil, MSS, Professionnelle de recherche, Centre de recherche sur le vieillissement (CdRV) du CIUSSS de l'Estrie-CHUS

Image tiré de <https://www.pinterest.fr/pin/349873464772283248/>

Introduction

Dans les milieux ruraux, les déterminants du vieillissement actif et les problématiques vécues par la communauté s'influencent mutuellement. C'est pour cette raison qu'il est indispensable de prendre en considération le contexte spécifique de la communauté et les mécanismes en place avant d'intervenir dans ces milieux. L'intervention en milieu rural est spécifique à un contexte et une réalité du milieu qui lui sont propres. Dans les milieux ruraux, plusieurs enjeux sont en lien avec le maintien à domicile, la participation sociale, la dévitalisation des territoires, le manque de logements adaptés, l'absence ou la rareté des services spécialisés et l'accessibilité limitée aux services de transport. En plus d'en affecter la qualité de vie des aînés, ces facteurs les obligent éventuellement à s'exiler vers les grands centres pour obtenir des services adaptés à leurs besoins.

Intervenir en considérant le vieillissement actif dans la communauté peut représenter un défi. Dans cet essai, l'angle proposé rejoint les approches en développement des communautés afin d'ancrer le processus de vieillissement actif dans le parcours de vie de tous les citoyens.

Méthodologie

Cet essai s'intéresse particulièrement à la façon dont le capital social peut répondre aux besoins des milieux ruraux. De plus, il explore le rôle des travailleurs sociaux dans les approches en développement des communautés reliées au capital social, au contexte de ruralité, aux déterminants du vieillissement actif ainsi qu'aux enjeux du vieillissement de la population.

Contexte de la ruralité et ses problématiques

Le manque de ressources et de structures fait en sorte que le capital social collectif est important pour les travailleurs sociaux qui souhaitent intervenir sur le vieillissement actif en milieu rural. Puisque les normes informelles régissent l'organisation sociale de ces milieux, les travailleurs sociaux doivent être informés de l'histoire du milieu afin de bien saisir le contexte d'intervention. Le territoire vécu des ruraux est l'espace physique où les gens s'adonnent à leurs activités quotidiennes (Caillouette et coll., 2009). Les valeurs et les normes sociales sont ancrées dans l'histoire des gens qui vivent en milieu rural : les traditions découlent d'une organisation

sociale informelle et des réseaux sociaux forts et fermés. Dans les milieux ruraux, les problématiques présentes sont associées à l'isolement physique et social, au non-recours à l'aide, à la dévitalisation, à la néo-ruralité et à la « gentrification », ainsi qu'aux spécificités des communautés. Lorsque ces problématiques se présentent, les ruraux ont tendance à prioriser l'utilisation de la communication et des réseaux informels pour les résoudre. Ce mode de fonctionnement peut être difficilement conciliable avec l'obligation d'aller chercher à l'extérieur des services qui ne sont pas dispensés dans la communauté. Plusieurs des problématiques vécues par les ruraux peuvent être alimentées par la dévitalisation et le manque de structures. En effet, l'absence ou la rareté des services affecte la qualité de vie des aînés qui doivent se déplacer sur de longues distances.

La dynamique et les particularités vécues en milieu rural prennent racine dès le 18^e siècle. Plusieurs canadiens-français décident de continuer à vivre en campagne malgré le système féodal mis en place par les Anglais. Cette période marque alors les valeurs et l'organisation sociales des milieux ruraux qui sont confrontés à une période de pauvreté importante. Pour survivre, les gens ont dû s'organiser entre eux : l'histoire leur octroie des valeurs conservatrices, conformistes et autosuffisantes. Encore aujourd'hui, ce sont davantage les normes informelles et les traditions qui régulent l'organisation sociale (Dugas, 1991). De nos jours, les différentes problématiques vécues dans ces milieux sont semblables à celles vécues en milieux urbains, mais les ressources et la façon de réagir aux problématiques sont différentes dans les milieux ruraux. Ainsi, cet essai s'attarde à l'isolement physique, à l'isolement social, au non-recours à l'aide, à la dévitalisation, à la néo-ruralité, à la « gentrification », ainsi qu'au vieillissement des collectivités en milieu rural.

L'isolement physique est associé à l'éloignement vécu, au manque d'accès aux services et de commerces de proximité, ce qui diminue la qualité de vie des ruraux (Pugh et Cheers, 2010). Aussi, cette notion renvoie au manque de liens avec les milieux extérieurs que ce soit en raison de la distance, mais aussi à l'accessibilité des technologies de l'information et de communication. Finalement, les liens que les ruraux entretiennent à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté jouent un rôle important dans l'accessibilité à l'information et des services, ainsi que l'isolement ressenti et vécu.

Par la suite, l'isolement social se définit comme « le fait d'avoir des contacts rares et de piètre qualité avec autrui. L'isolement social suppose peu de relations

sociales et peu de rôles sociaux ainsi que l'absence de rapports mutuels gratifiants » (Conseil national des aînés, 2014 : p.1). Il faut considérer qu'une multitude de facteurs peuvent contribuer à ce qu'une personne devienne ou reste isolé socialement. Par exemple, il peut s'agir d'un non-recours aux services, d'un manque d'accessibilité à un transport, d'un manque de logements adéquats, de problèmes de santé physiques ou mentales, etc. C'est le cumul des différents facteurs qui entrainerait l'exclusion sociale d'une personne. Il y a une partie des éléments qui provient du niveau individuel (comportements, attitudes, perception, perte de capacités, etc.) et d'autres, du niveau collectif (participation sociale, réseaux sociaux, etc.).

Un autre facteur mentionné précédemment est celui du non-recours à l'aide. Cet aspect est influencé majoritairement par quatre éléments : le genre, le souci de préserver son intimité, l'accessibilité des services et le niveau de littératie. La réalité du milieu rural fait en sorte qu'il peut être compliqué de conserver son intimité et la confidentialité. Il peut y avoir une honte à avoir besoin d'aide, les gens se connaissent... Cette réalité semble concerner davantage les hommes que les femmes. Ce contexte ferait en sorte que les hommes auraient davantage tendance à négliger leur santé, à utiliser les réseaux informels avant de se tourner vers le réseau public et ils auraient le souci de préserver leur intimité. Ce phénomène de non-recours à l'aide est influencé par le faible niveau de littératie que nous retrouvons en milieu rural. La littératie se définit comme étant : « l'aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses connaissances et ses capacités (Legendre, 2005 dans ISQ, 2003, p.1)

D'un point de vue plus collectif, l'enjeu de la dévitalisation des milieux ruraux est un long processus qui entraîne une diminution de l'activité socio-économique d'une « entité spatiale donnée » et dont les effets sont ressentis au niveau de la démographie, de l'occupation du sol, de l'habitat, de l'infrastructure des services, de la qualité de vie et des perspectives d'avenir (Dugas, 1991, p.112). Ainsi, un milieu se dévitalise lorsque la densité de la population sur le territoire diminue et que son indice de développement est négatif (MARMOT, 2010). Cette dévitalisation peut être la cause de nombreux éléments, dont l'exode des jeunes, la faible implantation de jeunes familles, etc. La dévitalisation a plusieurs impacts, dont la perte de services, de commerces de proximité, et ces impacts incitent peu les gens à venir s'établir dans le milieu.

Pour les citoyens qui restent, la perte des lieux de socialisation affectera éventuellement le tissu social et le sentiment d'appartenance, diminuant ainsi le capital social collectif (MAMROT, 2010; Bourdieu, 1986). De plus, en ne possédant pas de structures efficaces pour retenir leur population, pour la stabiliser et pour attirer de nouveaux citoyens sur leur territoire, les villages voient leur capacité financière diminuer, affectant du même coup leur capacité à prendre soin de leurs infrastructures (ex. routes) et d'assurer les services publics (ex. ramassage des déchets) (MAMROT, 2010). Les causes de la dévitalisation d'une région peuvent être internes, externes, structurelles ou conjoncturelles. Les causes internes sont liées aux caractéristiques mêmes des citoyens, tandis que celles externes font plutôt référence aux infrastructures. Les causes structurelles sont liées au territoire même et celles conjoncturelles font référence à des situations, plus ou moins ponctuelles (MAMROT, 2010).

Ensuite vient l'aspect des néo-ruraux et de la gentrification. Le terme néo-ruraux désigne tous les urbains qui viennent s'installer en milieu rural. Ce terme n'est pas nécessairement négatif, à moins d'être associé au terme de gentrification. Ce dernier est composé de quatre aspects soit 1) **économique** (le réinvestissement de capital et l'augmentation de la valeur des propriétés; 2) **social** : l'amélioration sociale (ex. arrivée de citoyens plus riches) et le déplacement des citoyens plus pauvres (ex. jeunes, travailleurs saisonniers); 3) **culturel** : le rassemblement de personnes partageant une culture, un mode de vie et des préférences; et 4) **physique** : le changement de l'environnement physique (ex. exploitation des terres abandonnées, développement des ressources locales) et la transformation du cadre bâti (ex. restauration d'un bâtiment patrimonial). La gentrification amène une transformation du territoire afin que ce dernier réponde aux besoins des néo-ruraux qui sont bien nantis.

Les raisons de s'établir en milieu rural sont diverses. La rencontre entre les néo-ruraux et les habitants de longue date peuvent amener différents enjeux sociaux, culturels et physiques. La dépossession du milieu est un des impacts négatifs importants de la gentrification. L'arrivée des néo-ruraux qui choisissent de s'impliquer activement dans la vie de la communauté perturbe le « mode de fonctionnement » habituel et provoque des changements chez les populations rurales. Les impacts ne sont pas que négatifs et peuvent être appréciés des ruraux, toutefois, les néo-ruraux devraient prendre le temps de connaître le milieu dans lequel ils choisissent de s'intégrer (valeurs, normes, habitudes, etc.). Malgré les différents enjeux et obstacles rencontrés,

la création de liens entre ruraux et néo-ruraux n'est pas impossible. Pour apprendre à se connaître et préserver la cohésion sociale, les deux groupes devront prendre du temps. Ils auront besoin d'accueil et d'ouverture l'un à l'autre.

Développement des communautés

Les contextes sociopolitiques en milieu rural imposent une centralisation des services et des coupures majeures dans les structures de soutien et de développement fragilisant ainsi les milieux. Il est donc bénéfique pour les régions de réorganiser l'entraide locale et de développer une autonomie d'action dans l'adaptation de leur milieu aux nouvelles réalités sociales. Tous les acteurs ont un rôle à jouer dans le processus du vieillissement actif. La création et la consolidation des liens sociaux via des initiatives locales favorisent l'émergence des forces du milieu et une vision d'autonomisation des citoyens de la communauté. L'adaptation des communautés au concept du vieillissement actif dépasse la simple mise à jour des infrastructures. Selon l'OMS (2002) vieillir en restant actif s'applique à toutes les personnes âgées, individuellement ou collectivement. Un vieillissement actif permet aux personnes âgées de réaliser leur potentiel de bien-être physique, social et mental tout au long de la vie et de s'impliquer dans la société selon leurs besoins, leurs souhaits et leurs capacités, tout en jouissant d'une protection, d'une sécurité et de soins adaptés lorsqu'elles en ont besoin (p. 12). L'OMS a identifié sept déterminants d'un vieillissement actif :

- | | | |
|--------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------|
| • Facteurs généraux (sexospécificité et culture) | • Facteurs comportementaux | • Environnement physique |
| • Services sanitaires et sociaux | • Facteurs personnels | • Facteurs sociaux |
| | | • Facteurs économiques |

Basé sur ces principes, le programme MADA a comme objectif d'améliorer la qualité de vie des aînés et de leur permettre de prendre leur place nonobstant leurs incapacités physiques ou cognitives en implantant des structures nécessaires au vieillissement actif. Ce programme travaille notamment à la modification des comportements individuels, à la modification des structures et des services, ainsi qu'à la modification des politiques publiques et des programmes pour les adapter aux besoins des aînés. Parmi les huit champs d'intervention MADA, les municipalités peuvent réaliser différentes démarches qui amélioreront le quotidien des aînés. Cependant, il semble que l'implantation de ce

programme soit plus complexe dans les contextes ruraux. Possiblement parce que les structures municipales sont différentes (ex. les élus municipaux doivent conjuguer leur fonction publique avec leur travail à temps plein), que les services publics sont déficients (municipaux, santé et services sociaux), qu'il n'y a pas ou peu d'organisation communautaire ou de vie associative et que le niveau de scolarisation et de littératie est souvent plus faible. C'est dans une optique d'implantation durable et de « succès » que l'idée d'impliquer l'ensemble de la communauté dans le processus du vieillissement s'est implantée. Il est donc important de promouvoir des actions collectives et intergénérationnelles en lien avec les déterminants identifiés par l'OMS et suivis par MADA.



Dans les communautés rurales, le lien social semble être enraciné au cœur de l'histoire et des territoires vécus. Le lien social se définit comme étant l'idée du vivre ensemble dans une société où des acteurs doivent se lier, dépendre les uns des autres et évoluer à l'intérieur de systèmes de relations stables et équilibrées qui peuvent prendre plusieurs formes (Katambwe, 2011, p.35). Ce lien peut être catégorisé de manière neutre, positive ou négative (Bouvier, 2005). De plus, que les liens soient de natures formelles ou informelles, les interactions doivent avoir un sens et répondre à des besoins de part et d'autres du lien. En plus de se différencier en diverses catégories d'interactions, les liens sociaux peuvent être classifiés comme étant forts, faibles ou absents. La force des liens est tributaire à la quantité de temps passé ensemble, à l'intensité des émotions vécues, au niveau d'intimité partagée, aux ressemblances entre les personnes, à la liberté d'affiliation et à la réciprocité des services rendus (Granovetter, 1973). Les liens peuvent assurer une meilleure connexion dans les réseaux à un niveau individuel et garantir également une bonne cohésion sociale dans une optique collective.

En milieu rural, les interactions sociales et les projets collectifs sont indispensables à la construction et au maintien du tissu social. Aussi, pour revenir à la relation entre ruraux et néo-ruraux, il faut noter que leurs rapports peuvent rester superficiels et

engendrer certaines tensions dans l'espace public. C'est pourquoi il faudrait favoriser la rencontre de ces « groupes » afin qu'ils apprennent à se connaître dans des lieux de rencontre. Ces lieux permettraient de favoriser la création de liens sociaux et diminueraient probablement les écarts entre les valeurs et la façon de faire des uns et des autres.

Ensuite, en lien avec l'organisation sociale, le capital social peut faire référence aux réseaux, aux normes, à la coopération, etc. Le capital social est une structure dynamique dont les individus peuvent profiter pour atteindre des objectifs individuels ou collectifs (Bourdieu, 1986). Ce concept favorise les relations de confiance entre les individus, est créateur d'opportunités, stimule la participation sociale et aide la mise en branle d'actions collectives. Cette réciprocité est au cœur du principe de capital social et permet la poursuite d'un but commun. La force du capital social dépend de la dimension des réseaux de liens ainsi que du nombre d'acteurs. Par contre, les retombées d'un capital social fort ne sont pas toujours positives. En effet, si le niveau de tolérance d'une communauté est faible, le pouvoir d'action qu'offre un capital social fort pourrait être utilisé à mauvais escient pour, par exemple, ségréger un réseau ou un groupe de citoyens (ex. nazisme) (Putnam, 2000). Toutefois, lorsque les retombées sont positives, le capital social peut faciliter la création de liens et augmenter le potentiel d'action de la communauté.

La communauté offre différents lieux de socialisation notamment le « third places » qui inclut le cadre bâti de la communauté, tels le café et l'épicerie, le « thresholds » qui fait référence à l'espace situé entre le privé et le public tels le balcon et la cour arrière et le « transitory zones » qui correspond aux lieux où les gens ne font que passer comme déambuler sur les trottoirs ou utiliser l'autobus. Ces différents lieux offrent des occasions de socialiser et d'élargir le réseau social tout en augmentant le sentiment d'appartenance à la communauté chez les personnes âgées. La perte de commerces et de lieux de socialisation a des impacts significatifs sur le processus de vieillissement d'une personne. Ainsi, la création de liens et de capitaux sociaux s'avère nécessaire au bon fonctionnement de la communauté (Liboy, 2012). Il devient indispensable de pouvoir bénéficier de l'ensemble des ressources en place (l'ensemble des capitaux individuels) et d'en générer de nouvelles pour préserver les acquis, pour stimuler le développement et favoriser le vieillissement actif. La participation sociale apparaît dès lors comme un élément-clé pour favoriser le processus du vieillissement actif. Par

exemple, le bénévolat peut être une forme d'implication qui permet d'interpeller directement les gens sur leurs besoins et sur les problématiques du milieu. Le bénévolat a également un effet « d'empowerment » à la fois sur la personne et sur la collectivité. Le processus « d'empowerment » individuel alimente le processus collectif et vice-versa. Le processus est individuel lorsqu'il est question d'augmentation de la participation, de l'estime de soi, des compétences pratiques et de la conscience critique d'une personne (Ninacs, 2008). Il est possible de parler « d'empowerment » collectif lorsque les membres d'une communauté deviennent les acteurs d'un changement.

Il existe quatre principaux leviers qui poussent les citoyens à s'engager dans une cause : **le sentiment d'utilité, la capacité à changer les choses, l'engagement dans un projet et la convivialité de l'agir collectif** (MASS, 2013). Il reste aussi important de bien choisir son moment pour entreprendre une démarche de mobilisation auprès de la communauté. Alors, « l'empowerment » encourage donc une personne ou un groupe à s'engager dans sa communauté afin d'agir sur une problématique qui leur tient à cœur. L'empowerment permet aussi de s'engager dans un projet qui aide à améliorer les conditions de vie des individus par la mobilisation des acteurs du milieu.

Dans le cas de cet essai, l'approche « asset-based community development » (ABCD) a été utilisée comme stratégie de développement des communautés dans les cas étudiés. Il s'agit d'un processus de coopération volontaire, d'entraide et de construction de liens sociaux entre les résidents et les institutions d'un milieu local, visant l'amélioration des conditions de vie sur le plan physique, social et économique (INSPQ, 2002, p.16). Selon l'ABCD, chaque communauté possède des forces individuelles, associatives et institutionnelles à partir desquelles elle peut construire des projets pour répondre à ses besoins. Cette approche mise sur les capacités et les potentiels présents dans le milieu ainsi que sur la mobilisation sociale. De plus, la vision du changement se fait dans une perspective durable afin de ne pas compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins. Il est de mise d'intégrer l'intergénérationnalité à chaque étape du processus. Les actions intergénérationnelles peuvent être classées selon quatre catégories : « 1) transmission, mémoire, identité; 2) lutte contre la solitude; 3) aide et solidarité avec les malades ou les plus démunis; et 4) faire ensemble, construire des œuvres, des activités » (Attias-Dunfut, 2013, p.125). En plus de respecter ces caractéristiques, les projets menés par la communauté se doivent généralement d'avoir un leader afin de bien favoriser la mobilisation citoyenne. Tout en

préservant l'autonomie de la communauté, les « leaders » doivent créer des liens entre les citoyens et les différents acteurs ayant le potentiel de contribuer au projet.

Cet essai soulève également le changement dans les formes de solidarité retrouvées en milieu rural. De plus en plus, ce sont les associations qui sont la force, par exemple, les coopératives. La coopérative a l'avantage d'être construite sur un modèle « bottom-up » où les membres « propriétaires-usagers » sont impliqués dans les prises de décisions et dans la mise en action. C'est d'ailleurs ce type d'initiative qui a été entrepris dans la région estrienne, notamment à Racine et à Saint-Camille. L'Estrie compte 47 communautés rurales, dont certaines sont considérées comme dévitalisées. La majorité des milieux ont des indices de dévalorisation allant de très faibles à moyens. Parfois, la défavorisation sociale semble compenser une défavorisation matérielle élevée. Dans ces 47 communautés, les six éléments les plus seyants en lien avec les indices de défavorisation sont : **le vieillissement des collectivités, l'emploi, la scolarité, la santé, la diversité démographique et les communautés anglophones.**

Ainsi, bien que présent à travers le monde, le phénomène du vieillissement se fait particulièrement sentir dans les milieux ruraux. Dans ces milieux, en intervenant sur le vieillissement comme étant un processus qui inclut l'ensemble de la population, les individus peuvent intervenir à tout moment de leur vie relativement à ce phénomène. En effet, si aucune action n'est posée, les aînés n'auront d'autre choix que de quitter leur milieu, ce qui accélèrera le phénomène de dévitalisation. Par contre, il semble que la participation citoyenne ainsi que le faible taux de crimes contre la propriété contribuent au sentiment de sécurité des citoyens et au désir de rester dans leur communauté. Il est aussi important de souligner que les communautés anglophones ne vivent pas exactement les mêmes problématiques que les francophones et la façon dont ils gèrent leurs difficultés sont également différentes (voir essai pour plus d'informations).

La première initiative concernée est celle de Racine pour le projet de la création d'une coopérative de solidarité en habitation pour les aînés. Cette municipalité se situe dans la MRC du Val-St-François. C'est en 1997 que la coopérative de solidarité en habitation pour aînés « La Brunante » est née. Puis, en 2002, les citoyens ont vu leur caisse financière Desjardins être fusionnée à celle de Valcourt, ce qui les privait désormais de leur principal lieu de rassemblement et de prise de parole. Cela signifiait pour eux que des projets comme « La Brunante » seraient dorénavant plus difficilement réalisables. Cette situation préoccupait plusieurs citoyens qui décidèrent alors de

s'impliquer dans la création d'une coopérative de développement afin que l'ensemble de la communauté racinoise puisse continuer à faire entendre sa voix. Cette coopérative a vu le jour en 2003 et est encore aujourd'hui très active.

Les Racinois tenaient à ce que « la résidence des aînés soit un projet porté, soutenu et autogéré par la solidarité et l'entraide entre les résidents et la communauté » (REES et GRAP, 2010). Au travers de la coopérative de développement, ils ont su développer des canaux de communication multiples et un « leadership » fort et partagé, ce qui a favorisé l'augmentation de « l'empowerment » dans la communauté. Cette façon de travailler fait en sorte qu'il est aujourd'hui possible de voir émerger des initiatives citoyennes indépendantes, soutenues par la coopérative de développement.

Dans le modèle de la communauté de Racine, l'ensemble des citoyens est partie prenante de la démarche de développement. La coopérative de développement est leur lieu de réflexion collective, leur espace de rencontre, leur façon de prendre des décisions le plus près possible de l'action et leur moyen de s'appuyer sur les forces de chacun avant d'aller chercher de l'aide extérieure, comme nous l'avons vu dans le modèle de l'ABCD. Nous pouvons dire que le modèle de Racine est basé sur les forces du milieu, la revitalisation du tissu social et « l'empowerment » individuel et collectif.

Ensuite, l'exemple de Saint-Camille, situé dans la MRC des Sources, est un village qui a fait preuve d'initiative en tentant de pallier à la crise démographique. En effet, sa population est passée de près de 1 100 habitants à quelques 440. Ainsi, pour minimiser les impacts de la diminution de la population et la perte de services de proximité, les citoyens se sont mis en commun et ont fondé la corporation le « Groupe du coin ». Ce groupe a permis à plusieurs initiatives locales de voir le jour. En 1994, Saint-Camille fonde une corporation de développement socio-économique, ce qui fera en sorte que le village participera à la création de plusieurs projets structurants et de coopératives au fil des années. Ces différents projets ne ciblent pas spécifiquement le vieillissement actif, mais ils touchent sept des huit champs d'action de MADA : l'habitation; la participation sociale; le respect et l'inclusion sociale; l'engagement social et citoyen; la communication et l'information; le soutien communautaire et service de santé; l'espace extérieur et les bâtiments.

La réussite du projet de Saint-Camille repose notamment sur les différentes formes de financement (public, privé et autofinancement), sur l'intergénérationnalité pour

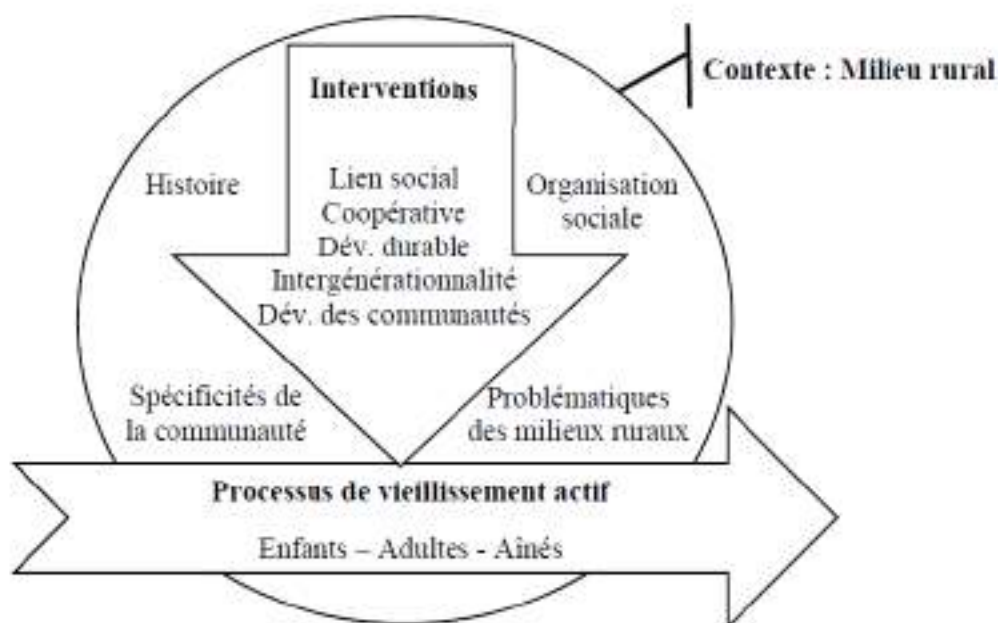
créer de la relève, sur l'orientation de projets vers le mieux-être de la communauté, le développement des projets (ou des étapes d'un projet) courts dans le temps pour faciliter l'implication du plus grand nombre de citoyens possible; conséquemment ces derniers se sont donné comme mandat de « faire communauté » dans l'élaboration et la réalisation des projets, ont créé une image habilitante de l'identité rurale, stimulé l'enthousiasme et rassemblé les gens. Finalement, cette communauté se démarque par son ouverture aux néo-ruraux afin de revitaliser le milieu et d'augmenter la densité de la population. Aussi, les différentes coopératives de Saint-Camille offrent des structures souples dans lesquelles les citoyens peuvent s'investir à la mesure de leurs intérêts et de leurs capacités, ce qui permet d'accroître leur capital social individuel et favorise « l'empowerment ».

Les portraits de Racine et de Saint-Camille démontrent bien que les approches de développement des communautés permettent de stimuler le processus de vieillissement actif en milieu rural. En ce sens, le modèle de coopérative (ou de corporation) semble être une forme de structure qui pourrait facilement être utilisée pour réorganiser l'entraide et les services, parce qu'elle respecte les valeurs, les normes et la dynamique de la ruralité. Dans les deux cas, la perte des services de proximité ou de lieux de rassemblement (ex. caisse, bureau de poste) a été le déclencheur pour mobiliser les citoyens.

Rôle des travailleurs sociaux

Les avantages de ce type de démarches sur le processus de vieillissement actif sont nombreux. Malheureusement, force est de constater que les travailleurs sociaux sont trop souvent absents de ce type d'initiatives.

Schéma 3. Intervenir sur le processus de vieillissement actif en milieu rural

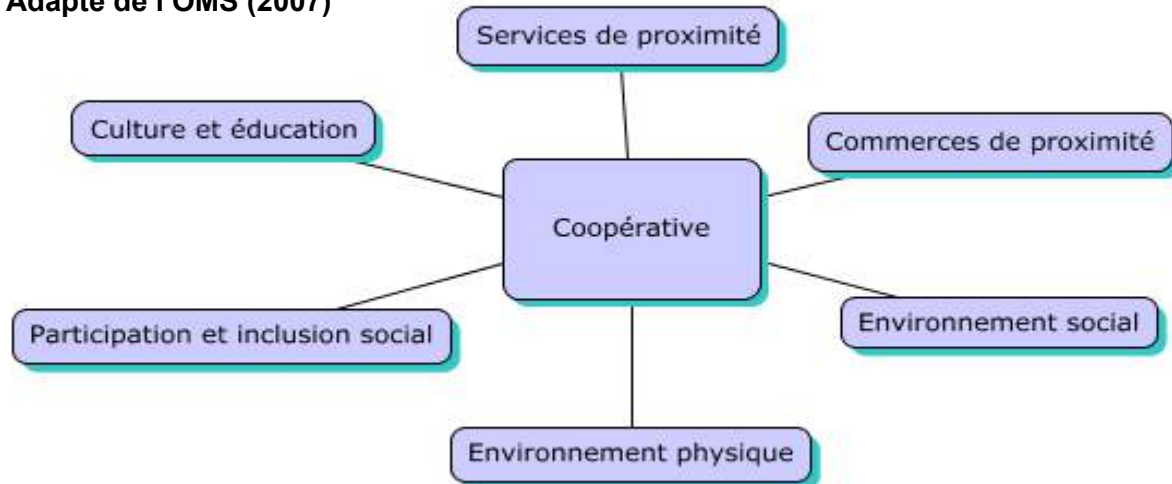


Source : adapté de Lauzier-Jobin (2013)

Bien que les conséquences associées au vieillissement des collectivités en milieu rural touchent l'ensemble de la communauté, le rôle du travailleur social peut se jouer tant au niveau individuel que collectif. Afin de promouvoir l'engagement social, le travailleur social peut, dans un premier temps, approcher les citoyens et les acteurs du milieu qui sont mobilisés. Il doit sensibiliser le milieu aux besoins présents dans la communauté et cette dernière doit saisir la nécessité de s'impliquer. En développant une vision partagée des problématiques et d'élaboration de solutions, la communauté peut travailler ensemble. Elle peut agir dans une optique de développement durable et axé sur l'importance du processus et de l'intergénérationnalité. Cette manière de faire peut être inspirée de ce qui se fait ailleurs, dans d'autres milieux ou communautés.

Organiser l'entraide et les services dans le milieu peut avoir des impacts à long terme sur le processus du vieillissement actif et sur la revitalisation du milieu.

Champs d'action d'une coopérative favorisant le vieillissement actif Adapté de l'OMS (2007)



Ainsi, on peut voir qu'il est préférable de pouvoir organiser l'entraide, de travailler en intergénérationnalité et de partager les savoirs afin d'innover dans les pratiques. C'est le rôle des travailleurs sociaux d'accompagner les communautés à chacune des étapes de projets de la collectivité en offrant du soutien, des outils et des informations.

Conclusion

Dans les milieux ruraux, il semble que les déterminants du vieillissement actif et les problématiques vécues par la communauté s'influencent mutuellement. C'est d'ailleurs pourquoi les travailleurs sociaux doivent considérer le contexte spécifique de l'intervention en communauté rurale ainsi que d'être en mesure de miser sur le capital social de la communauté avec laquelle il travaille. Comme l'organisation sociale est au cœur du fonctionnement de ces milieux et que les communautés rurales sont particulièrement attachées à leurs histoires et valeurs, le professionnel doit être au courant des normes et des manières de faire plus informelles de ces milieux. Bref, le travailleur social peut jouer un rôle autant au niveau individuel que collectif. Enfin, même si certaines initiatives ne ciblent pas toujours directement la problématique du vieillissement, il faut souligner que les retombées peuvent toucher l'amélioration du processus de vieillissement actif, de manière durable, dans la communauté.

Bibliographie

- AKOUCANGOU, Martin. Les impacts de la recomposition des communautés rurales québécoises sur la viabilité des coopératives, des organisations d'économie sociale et des petites entreprises privées en milieu rural, Thèse (Ph.D.), Université du Québec à Rimouski et Université du Québec à Chicoutimi, 2009, 168 pages.
- ASSOCIATION QUÉBÉCOISE D'ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICE SOCIAUX. Formation sur le soutien au développement des communautés pour gestionnaires de CSSS. Activité de transfert des connaissances et de développement des compétences en santé publique, Initiative sur le partage des connaissances et le développement des compétences en santé publique, s.d., 4 pages.
- ATTIAS-DONFUT, Claudine. « Actions intergénérationnelles et développement durable en milieu rural », *Gérontologie et société*, vol. 3, no 146, 2013, p. 117-129.
- BEAUMIER-GRANT, Laurence. L'impact d'un programme de formation des bénévoles en CHSLD sur leurs connaissances, leurs préjugés et leurs attitudes envers les résidents âgés, Mémoire (M.A.), Université de Sherbrooke, 2004, 193 pages.
- BÉDARD, Marie-Pierre. Contrer la dévitalisation en région par des projets en développement durable, Mémoire (M. Env.), Université de Sherbrooke, 2011, 91 pages.
- BENALI, Kenza. Les représentations médiatiques d'un quartier en processus de gentrification : le cas du Plateau Mont-Royal à travers la presse francophone, Thèse (Ph.D.), Université du Québec à Montréal, 2007, 375 pages.
- BERNÈCHE, Francine, Issouf TRAORÉ et Bertrand PERRON. « Littératie en santé : compétences, groupes cibles et facteurs favorables. Résultats québécois de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes, 2003 », *Zoom santé*, février 2012, no 35, Institut de la statistique du Québec, 8 pages.
- BERNÈCHE, Francine et Issouf TRAORÉ. « Y a-t-il des liens entre la littératie et la santé? Ce que montrent les résultats québécois de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes, 2003 », *Zoom santé*, novembre 2007. Institut de la statistique du Québec, 4 pages.
- BOURASSA, Benoit et Sylvain LAROCHE. Présentation des projets de développement de St-Camille. Communication présentée dans le cadre du cours Pratiques intégrées et développement des communautés, St-Camille, mars 2014, (60 minutes).
- BOURDIEU, Pierre. *The Forms of Capital*, 1986, [En ligne] <https://www.marxists.org/reference/subject/philosophy/works/fr/bourdieu-formscapital.htm> (Page consultée le 18 février 2015).
- BOUVIER, Pierre. *Le lien social*, « Folio essais », France, Gallimard, 2005, 397 pages.
- CAILLOUETTE, Jacques, Suzanne GARON, Nicole Dallaire, Ginette BOYER et Alex ELLYSON. Étude de pratiques innovantes de développement des communautés dans les sept Centres de services de santé et de services sociaux de l'Estrie. Analyse transversale de sept études de cas. [En ligne], juin 2009, http://crises.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/CRISES_ET0903.pdf (Page consultée le 23 mars 2015).
- CAMIRAND, Jocelyne et Valeriu DUMITRU. « Profil et évolution du soutien social dans la population québécoise. Série Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes », *Zoom santé*, no 29, Institut de la statistique du Québec, octobre 2011, 16 pages.

- CASTONGUAY, Julie. « L'engagement bénévole dans les organismes communautaires en soutien à domicile aux aînés. Les facteurs favorisants et contraignants. », *Revue canadienne de service social*, vol. 27, no 1, 2010, p. 79-94.
- CATTAN, Mima, Martin WHITE, John BOND & Alison LAERMOUTH. « Preventing Social Isolation and Loneliness Among Older People: a Systematic Review of Health Promotion Interventions », *Ageing and Society*, 2005, vol. 25, no 1, p. 41 – 67.
- CLÉMENT, Serge, Jean MANTOVANI et Monique MEMBRADO. « Du bon voisinage aux solidarités de proximité », *Solitude et isolement des personnes âgées. L'environnement solidaire*, sous la direction de Philippe PITAUD, Coll. « Pratiques du champ social », Saint-Agne, Érès, 2004, p. 105-138.
- CONSEIL NATIONAL DES AINÉS. Rapport sur l'isolement social des aînés 2013-2014, octobre 2014, 60 pages.
- COUTURE, Patrick. Le lien social dans les jeux de rôle en ligne massivement multijoueurs : une étude de cas de World of Warcraft, Mémoire (M.A.), Université Laval, 2012, 168 pages.
- CRAMM, Jane N., Hanna M. VAN DIJK, & Anna P. NIEBOER. « The Importance of Neighborhood Social Cohesion and Social Capital for the Well Being of Older Adults in the Community », *The Gerontologist*, 2012, vol. 53, no 1, p. 142-150.
- CUSSET, Pierre-Yves, François De Singly dir., *Le lien social*, « 128 », Espagne, Armand Collin, 2007, 125 pages.
- DALLAIRE, Nicole. « Comment se porte la conscience critique dans les pratiques d'empowerment en travail social? » Intervention – *Revue de l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec*, no 136, 2012a, p. 6-17.
- DALLAIRE, Nicole. Mieux intervenir en contexte de vulnérabilité et d'exclusion sociale, *Cahier des participantes et participants – CSSS de Beauce*, Bloc no. 1, Document inédit, 2012b, 37 pages.
- DALLAIRE, Nicole, Martin GOYETTE et Jean PANET-RAYMOND. Le partenariat dans un centre jeunesse à l'aune des approches-milieu, 2003, 223 pages.
- DUGAS, Clermont. « Dévitalisation et décentralisation dans l'est-du-Québec », *De la Loire au Saint-Laurent, Des régions rurales face aux recompositions socio-territoriales*, sous la direction de Jacques CHEVALIER, Bruno JEAN, Juan-Luis KLEIN et Nicole SZTOKMAN. Actes du colloque franco-québécois de Pohénégamook, 1991, p. 111-123.
- BRAULT, Marie-Marthe T. « L'exclusion de la vieillesse », *Traité des problèmes sociaux*, sous la direction de Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin. Institut québécois de recherche sur la culture, Saint-Nicolas, éd. Univers, 1995, p. 131-133.
- ÉQUIPE DE RECHERCHE VADA-QUÉBEC. Guide d'accompagnement pour la réalisation de la démarche Municipalité Amie des Aînés, Québec, 2014, 38 pages.
- FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES CENTRES COMMUNAUTAIRES ET DE LOISIR. Le bénévolat de participation citoyenne en centre communautaire de loisir : Cinq « points phares » pour une réflexion et une intervention, Québec, janvier 2008, 31 pages.
- FINDLAY, Robyn A. « Interventions to Reduce Social Isolation Amongst Older People: Where is the Evidence? », *Ageing and Society*, September 2003, vol. 23, no 5, p. 647-658.

- FLOCH, William. L'évolution démographique des populations anglophones des Cantons de l'Est, Présentation faite dans le cadre du Symposium nouvelles perspectives, 23-24 mars 2010, p. 81-103.
- FONTAN, Jean-Marc, Carol SAUCIER, Diane-Gabrielle TREMBLAY, Pierre-André TREMBLAY et Majella SIMARD. « Conclusion. Conditions de réussite des initiatives locales », Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion, sous la direction de Jean-Luis Klein et Christine Champagne, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2011, p. 308-318.
- FORUM JEUNESSE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL. Guide de l'engagement. Prend ta place.com, Montréal, 2011, 64 pages.
- FUNNELL, Sue C. « Developing and Using a Program Theory Matrix for Program Evaluation and Performance Monitoring. Program Theory in Evaluation ». *New Directions for Evaluation*, 2000, Fall, no 87, p. 91-101.
- GARDNER, Paula J. « Natural Neighborhood Networks. Important Social Networks in the Lives of Older Adults Aging in Place », *Journal of Aging Studies*, vol. 25, 2011, p. 263-271.
- GARON, Suzanne, Mario PARIS, Marie BEAULIEU, Anne VEIL and Andréanne LALIBERTÉ. « Collaborative Partnership in Age-friendly Cities: Two Case Studies from Quebec, Canada ». *Journal of Aging & Social Policy*, 2014, vol. 26, no 1-2, p. 73-87.
- GARON, Suzanne. « Le programme MADA : de son origine à maintenant », dans le cadre du cours Nouvelles approches de programmation. Recueil inédit, Université de Sherbrooke, 2014, 6 pages.
- GOSSELIN, Cheryl & Caroline VIENS. « Community Involvement of Seniors in the Eastern Townships », *Journal of Eastern Townships Studies/Revue d'études de Cantons de l'Est*, no 29-30, Fall 2006-Spring 2007, p. 53-78.
- GOVERNEMENT DU QUÉBEC. Favoriser le vieillissement actif au Québec, Municipalité amie des aînés, Québec, 2009, 30 pages.
- GRANOVETTER, Mark. « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 1973, no 78, p. 1360-1380.
- GUIMOND, Laurie, Anne GILBERT et Myriam SIMARD. « Faire sa place et être de la place : La rencontre timide des nouveaux ruraux et des populations plus anciennes au Québec » *Le Géographe canadien*, 2014, vol. 58, no 1, p. 123-139.
- GUIMOND, Laurie & Myriam SIMARD. « Gentrification and Neo-rural Populations in the Québec Countryside: Representations of Various Actors », *Journal of Rural Studies*, vol. 26, 2010, p. 449-464.
- HALFACREE, Keith. « Interface. Radical Spaces of Rural Gentrification », *Planning Theory and Practice*, 2011, vol. 12, no 4, p. 618-625.
- INODE ESTRIE. Augmenter sa démographie : pratiques exemplaires dans les municipalités estriennes. Lieux ou opportunités de rencontres, [En ligne], 2014, http://www.inodeestrie.qc.ca/fichiers/2014-03-13_fiche_lieux_opportunités_rencontres.pdf (Page consultée le 15 avril 2015).
- INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC. La santé des communautés : perspectives pour la contribution de la santé publique au développement social et au développement des communautés, avril 2002, 51 pages.

- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. La littératie au Québec en 2003 : faits saillants. Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA), 2003, 12 pages.
- JEAN, Bruno. « Les territoires ruraux au Québec : vers un modèle de développement territorial Durable », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, octobre 2012, vol. 4, p. 649-671.
- KALACHE, Alexandre & Ilona KICKBUSCH. « A Global Strategy for Healthy Ageing », *World Health*, juillet/août 1997, vol. 50, no 4, p. 4-5.
- KATAMBWE, Jo M. *Communication et lien social : Aux fondements de la sociabilité*, Presses de l'Université Laval, 2011, 328 pages.
- KEATING, Norah, Jennifer SWINDLE & Stephanie FLETCHER. « Aging in Rural Canada: A Retrospective and Review », *Canadian Journal on Aging. La Revue canadienne du vieillissement*, 2011, vol. 30, no 3, p. 323 – 338.
- KESTEMAN, Jean-Pierre. « Séjourner et repartir. Mobilité géographique, rééquilibrages sociaux et culturels dans une région du Québec : le cas des Cantons-de-l'Est aux XIXe et XXe siècles », *Histoire Québec*, 2012, vol. 18, no 1, p. 8-17.
- KILPATRICK, Sue, Susan JOHNS, Peter VITARTAS & Martin HOMISAN. « Interface. Immigration as Opportunity for Rural Development », *Planning Theory and Practice*, 2011, vol. 12, no 4, p. 625-630.
- KISHCHUK, Natalie. Déterminants de la santé et promotion de la santé au sein de la communauté d'expression anglaise des Cantons-de-l'Est, présentation faite dans le cadre du Symposium nouvelles perspectives, 23-24 mars 2010, p. 9-80.
- KLEIN, Juan-Luis, Jean-Marc FONTAN, Carol SAUCIER, Diane TREMBLAY et Majella SIMARD. Les conditions de réussite des initiatives locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion qui mobilisent des ressources de l'économie sociale, Coll. « Études théoriques », Centre de recherche sur les innovations sociales – CRISES, février 2010, 52 pages.
- KLIMP, Kalina. *Profil de la communauté anglophone des Cantons-de-l'Est*. Association des townshippers, 2006, 32 pages.
- KRETZMANN, John P. & John L. MCKNIGHT. *Building Communities from the Inside Out. A Path Toward Finding and Mobilizing a Community's Assets*, Illinois, ACTA Publications, 1993, 376 pages.
- LATENDRESSE, Josée et Nathalie ST-PIERRE. *La mobilisation : le moteur de l'action*, Centre 1, 2, 3 GO !, Montréal, 2011, 14 pages.
- LAUZIER-JOBIN, François. *Recherche évaluative sur les pratiques de suivi d'intensité variable de l'équipe de santé mentale du CSSS-IUGS selon le modèle de l'évaluation réaliste*, Mémoire (M.A.), Université de Sherbrooke, 2013, 235 pages.
- LE BOSSÉ, Yann, Annie BILODEAU et Line VANDETTE. « Les savoirs d'expérience. Un outil d'affranchissement potentiel au service du développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités ? », *Revue des sciences de l'Éducation*, 2006, vol. 32, no 1, p. 183-204.
- LIBOY, Malanga-Georges. « Capital d'attraction et de rétention des immigrants pour la communauté anglophone des Cantons-de-l'Est », *Journal of Eastern Townships Studies*, 2012, no 39, p. 73-108.
- MAYER, Robert. *Évolution des pratiques en service social*, éd. Gaétan Morin, Montréal, 2002, 489 pages.

- MCKNIGHT, John L. & Peter BLOCK. *The Abundant Community. Awakening the Power of Families and Neighborhoods*. San Francisco, Berrett-Koehler, 2010, 173 pages.
- MERCIER, Clément et Denis BOURQUE. *Approches et modèles de pratiques en développement des communautés. Approches de développement intégré, Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire (CRCOC), Cahier no. 1207, décembre 2012, 166 pages.*
- MICHAUD, Gaston. *Présentation des projets de développement de Racine. Communication présentée dans le cadre du cours Pratiques intégrées et développement des communautés, Racine, janvier 2014, (60 minutes).*
- MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE. *Indice de développement. Estrie. Indice 2006, 2010a, 7 pages.*
- MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE. *Indice de développement. Méthode de calcul, 2010b, 1 page.*
- MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE. *Région 05 – Estrie. MRC et agglomération ou municipalité locale exerçant certaines compétences de MRC, mai 2014, 8 pages.*
- MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE. *Groupe de travail sur les communautés dévitalisées. Rapport du groupe de travail, mai 2010, 60 pages.*
- MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ. *Rapport Monalisa. Préconisation pour une Mobilisation Nationale contre l'isolement Social des Âgés, 2013, 144 pages.*
- MINISTÈRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION. *Coopérative de solidarité. Constitution. Organisation. Fonctionnement. Coll. « Outils Coop », juin 2007, 108 pages.*
- MINISTRE DE L'INDUSTRIE. *« Facteurs associés à l'utilisation de l'Internet : une question de ruralité? », Bulletin d'analyse. Régions rurales et petites villes du Canada, 2007, vol. 7, no 3, 17 pages.*
- MINISTRE FÉDÉRAL, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX RESPONSABLE DES AÎNÉS. *Initiative des collectivités rurales et éloignées amies des aînés : un guide, 2006, 58 pages.*
- NINACS, William A. (2008). *Empowerment et intervention. Développement de la capacité d'agir et de la solidarité, Coll. « Travail social », Québec, Les presses de l'Université Laval, 2008, 140 pages.*
- NINACS, William A. *Types et processus d'empowerment dans les initiatives de développement économique communautaire au Québec, Thèse (Ph.D.), Université Laval, 2002, 332 pages.*
- OBSERVATOIRE ESTRIEN DU DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS. *Communauté locale de Coaticook Centre Urbain. MRC de Coaticook. Ce que les chiffres nous disent, 2010a, 6 pages.*
- OBSERVATOIRE ESTRIEN DU DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS. *Communauté locale du Centre de Magog. MRC de Memphrémagog. Ce que les chiffres nous disent, 2010b, 6 pages.*
- OBSERVATOIRE ESTRIEN DU DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS. *Tableau de bord des collectivités de l'Estrie. Deuxième édition. Carte thématique de l'Estrie, [En ligne], 2012, <http://www.oedc.qc.ca/tableau-de-bord/11/cartes-thematiques-estrie> (Page consultée le 5 janvier 2015).*

- OBSERVATOIRE ESTRIEN DU DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS. Tableau de bord des communautés en Estrie. Deuxième édition. Indicateurs démographiques et socioéconomiques. MRC de l'Estrie, juin 2014, 4 pages.
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ. Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé. Une conférence internationale pour la promotion de la santé. Vers une nouvelle santé publique, du 17 au 21 novembre 1986, Ottawa, 5 pages.
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ. Vieillir en restant actif. Cadre d'orientation, 2002, 60 pages.
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ. Guide mondial des Villes-amies des aînés, 2007, 78 pages.
- PAQUET, Sylvain, Philippe POUULLAOUEC-GONIDEC et Marc CHENOUDA. Développement durable, culture et projet de territoire. Portraits de démarches québécoises et étrangères exemplaires. Projets de développement intégré à Saint-Camille, 2012, 9 pages.
- PARIS, Mario. Approche sociologique du vieillissement. Recueil inédit, Université de Sherbrooke, 2014.
- PARIS, Mario, Suzanne GARON et Marie BEAULIEU. « Villes amies des aînés. Le vieillissement actif : dans quelles conditions? », L'Observatoire, 2013, vol. 75, p. 25-31.
- PERRON, Brigitte. Sentiment d'appartenance et transmission intergénérationnelle : étude de cas de la communauté de Gentilly, Mémoire (M.A.). Université du Québec à Trois-Rivières, 2009, 123 pages.
- PETCH, Elsie, Barbara RONSON, et Irving ROOTMAN. La littératie et la santé au Canada : ce que nous avons appris et ce qui pourrait aider dans l'avenir : un rapport de recherche. Édition en langage clair et simple, Instituts de recherche en santé du Canada, Ottawa, 2004, 23 pages.
- PONTHIEUX, Sophie. « Le capital social. Recherches et Prévisions », Comptes rendus de lectures, vol. 90, décembre 2007, p. 122-124.
- PROJET DE LOI 118. (2006). Loi sur le développement durable, 2e sess., 37e lég., Québec. PUGH, Richard & Brian CHEERS. Rural social work. An international perspective, Britain, The policy press, 2010, 254 pages.
- PUTNAM, Robert D. Bowling alone. The Collapse and Revival of American Community, New York, Simon & Schuster, 2000, 541 pages.
- RÉSEAU DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE DE L'ESTRIE ET GROUPE RÉGIONAL D'ACTIVITÉS PARTENARIALES EN ÉCONOMIE SOCIALE DE L'ESTRIE. Les conditions de succès dans l'émergence d'entreprises d'économie sociale en Estrie. Illustration de deux cas d'entreprises tirés de la recherche du Groupe régional d'activités partenariales en économie sociale de l'Estrie (GRAP-Estrie). [En ligne], 2010, http://www.economiesocialeestrie.ca/data/files/Fascicule_14-09-2010.pdf (Page consultée le 15 avril 2015).
- ROY, Philippe et Gilles TREMBLAY. « Comprendre les masculinités rurales : un portrait basé sur la santé psychologique », Service social, vol. 58, no 1, 2012, p. 68-84.
- SAVOIE, Patrice, Cathy FROMENT-PRÉVOSTO et Florence PAUKAY. La guide de mobilisation des Collectivités, 2007, 219 pages.
- SCOTT, Mark. « Interface. Exclusive Countrysides? Rural Gentrification, Consumer Preferences and Planning », Planning Theory and Practice, vol. 12, no 4, 2011, p. 593-596.

- SÉVIGNY, Andrée. La contribution des bénévoles inscrits dans un organisme communautaire bénévole au soutien à domicile des personnes âgées. Thèse (Ph. D.) Université Laval, 2002, 335 pages.
- SHUCKSMITH, Mark. « Interface. Exclusive Rurality: Planners as Agents of Gentrification », *Planning Theory and Practice*, vol. 12, no 4, 2011, p. 605-611.
- SMITH, Darren P. « Interface. What is Rural Gentrification? Exclusionary Migration, Population Change, and Revalorised Housing Markets », *Planning Theory and Practice*, 2011, vol. 12, no 4, p. 596-605.
- SMITH, Darren P. & Rebecca HIGLEY. « Circuits of Education, Rural Gentrification, and Family Migration from the Global City », *Journal of Rural Studies*, 2012, vol. 28, p. 49-55.
- STATISTIQUE CANADA. « L'état de santé et les comportements des jeunes canadiens : Une comparaison rurale-urbaine », *Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada*, 2004, vol. 5, no 3, p. 1-22.
- STATISTIQUE CANADA. Profil du recensement. Racine. Val-Saint-François, Recensement de 2011, [En ligne], 2012, <http://www12.statcan.gc.ca/censusrecensement/2011/dppd/prof/details/page.cfm?Lang=FandGeo1=CSDandCode1=2442032andGeo2=CDandCode2=2442andData=CountandSearchText=racineandSearchType=BeginsandSearchPR=24andB1=AllandCustom=andTABID=1> (Page consultée le 3 mars 2015).
- STATISTIQUE CANADA. Population urbaine et rurale, par province et territoire (Québec), [En ligne], 2013, <http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l02/cst01/demo62ffra.htm> (Page consultée le 26 janvier 2015).
- WALSH, Kathy & Brian HARVEY. *Employment and Social Inclusion in Rural Areas : a Fresh Start, Plobal Government Supporting Communities*, March 2013, 64 pages.
- WOODS, Michael. « Performing Rurality and Practising Rural Geography », *Progress in Human Geography* vol. 34, no 6, 2010, p. 835-846.